Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 11 septembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées et de la gendarmerie", a donné en sa séance du 8 octobre 1951 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 11e September 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht en der Rijkswacht", heeft ter zitting van 8 October 1951 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL PORTANT LE STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL APPOINTE DES FORCES ARMEES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, modifiée par la loi du 14 juillet 1951, notamment l'article 5;

Vu le règlement relatif aux traitements, soldes et indemnités diverses ainsi qu'aux droits du personnel de l'armée et de la gendarmerie aux allocations et prestations en deniers et en nature, approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931;

Vu l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1950 portant le statut pécuniaire du personnel de carrière des forces armées et de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux du 30 novembre 1950, des 28 mars et 31 mars 1951;

.../...

Vu les avis du Premier Ministre, donnés les...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. - DISPOSITIONS ORGANIQUES.

Article 1er.-

Le personnel appointé des forces armées, bénéficiaire du présent arrêté, comprend :

1° les officiers, à l'exclusion des sous-lieutenants de réserve qui accomplissent leur terme de service actif;

2° les sous-officiers de carrière;

3° les militaires de rang subalterne qui servent dans les forces armées à la faveur d'un engagement ou d'un rengagement, à l'exclusion des élèves de l'Ecole royale des cadets et des volontaires pour la durée de la guerre;

4° les aumôniers militaires.

Section 1ère - Du traitement.

Article 2.-

Ont droit au traitement :

.../...

1° les officiers appointés et les sous-officiers de carrière qui se trouvent dans les positions d'activité, de non-activité en raison de captivité ou de non-activité pour motif de santé lorsque cette dernière est due à une affection contractée à l'occasion du service;

2° les militaires de rang subalterne appointés qui servent à la faveur d'un engagement ou d'un rengagement et qui sont soit en activité de service, soit prisonniers de guerre ou internés de guerre.

Article 3.-

N'ont pas droit au traitement :

1° les officiers appointés et les sous-officiers de carrière en congé sans solde;

2° les militaires de rang subalterne appointés qui servent à la faveur d'un engagement ou d'un rengagement, lorsqu'ils sont placés en congé illimité ou en congé sans solde;

3° tous les militaires appointés lorsqu'ils sont absents illégalement.

Article 4.-

Ont droit aux trois quarts du traitement, les officiers appointés et les sous-officiers de carrière qui se trouvent dans les positions de non-activité par mesure disciplinaire ou de non-activité pour motif de santé lorsque cette dernière est due à une affection contractée en dehors du service.

.../...

Ont droit à la moitié du traitement tous les militaires appointés détenus; toutefois, le traitement entier est dû si l'intéressé bénéficie d'une ordonnance de non-lieu ou d'un jugement d'acquittement ou si, sans être condamné, il est renvoyé à la discipline du corps pour quelque motif que ce soit.

Article 5.-

Le barème des traitements annuels du personnel appointé des forces armées fixé conformément au tableau I annexé au présent arrêté comprend trois groupes, suivant l'importance des augmentations biennales, à savoir :

1° le groupe 1 dont les augmentations biennales s'élèvent à 6.000 francs;

2° le groupe 2 dont les augmentations biennales s'élèvent à 1.800 francs;

3° le groupe 3 dont les augmentations biennales s'élèvent à 700 francs.

Les traitements des officiers généraux et des aumôniers militaires sont à taux unique.

.../...

Article 6.-

Tout militaire bénéficie du traitement minimum afférent au grade dont il est revêtu, majoré éventuellement des augmentations biennales acquises dans le groupe de traitements auquel il appartient.

L'assimilation des grades se fait conformément au tableau II annexé au présent arrêté.

Section II. - Des augmentations biennales.

Article 7.-

Les services militaires effectifs accomplis après l'âge de 21 ans dans le groupe de traitements auquel appartient le militaire intéressé entrent seuls en compte pour l'octroi des augmentations biennales, à l'exclusion du terme de service actif accompli comme sous-lieutenant de réserve.

Article 8.-

Pour l'application de l'article 7, sont réputés services effectifs :

1° les services donnant droit à une solde ou à un traitement;

2° les services prestés par les officiers ou les sous-officiers de carrière placés en congé sans solde pour mise à la disposition d'un autre département ministériel ou pour cause de mission officielle.

.../...

Article 9.-

Les services effectifs des militaires appartenant au groupe de traitements 1 sont augmentés de la moitié des services effectifs accomplis au-delà de 25 ans soit dans un grade rattaché au groupe 2, soit dans le grade de sous-lieutenant de réserve pendant le terme de service actif.

Les services effectifs des militaires appartenant au groupe 2 sont augmentés de la moitié des services effectifs accomplis au-delà de 23 ans comme militaire rattaché au groupe 3.

Les dispositions des alinéas 1er et 2 ne peuvent toutefois avoir comme résultat d'augmenter le traitement du militaire de plus de 12.000 francs.

Article 10.-

Les services effectifs des militaires sont augmentés des services qu'ils ont prestés dans le corps de gendarmerie selon les règles suivantes :

1° les services prestés en qualité de sous-officier de gendarmerie sont considérés comme ayant été prestés dans le groupe 2;

2° les services prestés en qualité de brigadier ou de gendarme sont considérés comme ayant été prestés dans le groupe 3.

Article 11.-

Sans préjudice de l'application des articles 9 et 10, les augmentations biennales sont accordées à l'expiration de chaque période de deux ans de services admissibles dans le groupe de traitements auquel appartient le militaire.

.../...

Article 12.-

Les services admissibles se comptent par mois du calendrier; ceux qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

Section III - Du passage d'un groupe à un autre.

Article 13.-

Le traitement alloué à un militaire qui passe dans un groupe supérieur ou dans une autre subdivision de son groupe ne peut être inférieur à celui dont il bénéficiait dans le groupe délaissé.

Son traitement lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne dans le nouveau groupe ou la nouvelle subdivision un traitement au moins égal.

Article 14.-

Lorsqu'un militaire est replacé dans un grade faisant partie d'un groupe inférieur, il est considéré, pour la détermination de son traitement, comme ayant été revêtu de son nouveau grade pendant la période passée dans le ou les grades faisant partie du groupe supérieur.

Section IV. - Des modifications du traitement.

Article 15.-

En cas de modification du statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, tout traitement est fixé comme si la disposition nouvelle avait toujours existé.

.../...

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont le militaire bénéficiait à la date de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Article 16.-

Les traitements des militaires régis par le présent arrêté sont majorés ou réduits de 5 p.c. par tranche de vingt points de hausse ou de baisse de l'index moyen des prix de détail du Royaume.

La première majoration de 5 p.c. est accordée quand l'index du pénultième mois atteint 410.

La première réduction de 5 p.c. est opérée quand l'index du pénultième mois descend à 350 ou en dessous.

Section V. - Du paiement du traitement.

Article 17.-

§ 1er. Le traitement des militaires est payé mensuellement et par anticipation.

Toutefois, il est payé à terme échu aux militaires qui effectuent des rappels résultant de

.../...

leurs obligations militaires en temps de paix. Les intéressés peuvent néanmoins obtenir des avances sur leurs traitements.

§ 2. Toute modification dans la situation d'un militaire, à une date autre que le premier jour d'un mois, qui entraîne l'attribution d'un nouveau traitement, ne produit ses effets que le premier jour du mois suivant.

Article 18.-

§ 1er. Lorsque le traitement n'est dû que pour une fraction de mois, il est calculé sur base d'un trentième par journée de présence.

Toutefois, le traitement du militaire qui est absent illégalement une fraction de mois, est réduit de un trentième par journée d'absence.

§ 2. Lorsque le militaire est admis à la retraite ou décède, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à répétition.

.../...

CHAPITRE II - DISPOSITIONS PARTICULIERES.

Article 19.-

Par dérogation aux dispositions du chapitre 1er, les militaires de rang subalterne célibataires des forces armées, âgés de moins de 21 ans, ne bénéficient pas des barèmes repris à l'annexe I du présent arrêté. Ils perçoivent un traitement à taux unique fixé à :

30.000 francs pour les soldats,

31.200 francs pour les caporaux,

40.000 francs pour les sergents,

44.800 francs pour les adjudants.

Article 20.-

Le traitement des militaires visés à l'article 19 est payé suivant les modalités ci-après :

1° une part dont le montant est fixé par le Ministre de la Défense nationale est payée directement au militaire;

2° la seconde part est placée en régime d'épargne à la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Article 21.-

Par dérogation aux dispositions du présent

.../...

arrêté, le traitement à allouer à un officier de réserve ne peut être inférieur aux minima ci-après :

lieutenant	86.000,
capitaine	112.000,
capitaine-commandant	132.000,
major	174.000,
lieutenant-colonel	206.000,
colonel	242.000.

Article 22.-

§ 1er. Les officiers issus de l'école d'application de l'Ecole royale militaire ou de la division polytechnique de cette école, les officiers brevetés d'état-major, les officiers porteurs du brevet d'administrateur militaire ou du brevet d'intendant, les officiers porteurs du diplôme d'ingénieur civil, les officiers pharmaciens et les officiers licenciés en sciences dentaires, bénéficient d'une majoration de traitement fixée à :

12.000 francs pour les officiers subalternes, sans pouvoir dépasser de 6.000 francs le maximum de traitement prévu pour un grade;

6.000 francs pour les officiers supérieurs sans que le maximum de traitement prévu pour un grade puisse être dépassé.

§ 2. Les officiers médecins et vétérinaires bénéficient d'une majoration de traitement fixée à :

.../...

18.000 francs pour les officiers subalternes sans pouvoir dépasser de 12.000 francs le maximum de traitement prévu pour un grade;

6.000 francs pour les officiers supérieurs sans que le maximum de traitement prévu pour un grade puisse être dépassé.

§ 3. Les officiers porteurs de plusieurs diplômes ou brevets prévus au présent article ne bénéficient que de la majoration de traitement la plus élevée.

Article 23.-

Les traitements minimum et maximum des sous-officiers des forces armées prévus au groupe 2 sont réduits de 5.000 francs pour les sous-officiers qui ne font pas partie du corps des sous-officiers de carrière.

Article 24.-

Lorsqu'ils reprennent du service actif, les militaires qui sont titulaires d'une pension d'ancienneté reçoivent une allocation égale à la différence entre le traitement dû aux militaires de leur grade effectif et le montant de leur pension.

Article 25.-

Les militaires des forces armées détachés

.../...

au service de la Colonie cessent d'émarger au budget de la Défense nationale à partir du 1er du mois qui suit la date de leur mise à la disposition de la Colonie.

Ceux qui cessent d'être détachés au service de la Colonie reprennent leurs droits au traitement à charge du budget de la Défense nationale à partir du 1er du mois qui suit la date de leur réadmission dans les cadres des forces armées métropolitaines.

Toutefois, les officiers et les sous-officiers détachés au service de la Colonie, qui sont remis à la disposition du Ministre de la Défense nationale pour effectuer une période de service aux forces armées métropolitaines, ont à nouveau droit au traitement à charge du budget de la Défense nationale, à partir du jour où ils sont remis à la disposition du Ministre de la Défense nationale.

Article 26.-

Les militaires des forces armées qui passent au corps de la gendarmerie cessent d'émarger au budget de la Défense nationale à partir du 1er du mois qui suit la date de leur admission à ce corps.

Les militaires de rang subalterne de la gendarmerie qui sont admis dans les forces armées ont droit au traitement, à charge du budget de la Défense nationale, à partir du 1er du mois qui suit la date de leur admission.

.../...

Article 27.-

Les officiers et les sous-officiers de carrière qui se sont trouvés dans la position de non-activité en raison de captivité, ainsi que les militaires de rang subalterne qui ont été prisonniers ou internés de guerre perçoivent, lors de leur rapatriement, leur traitement sous déduction des sommes qu'ils ont effectivement perçues durant la période d'activité ou d'internement.

Seul le temps passé par les officiers ou les sous-officiers de carrière dans la position de non-activité en raison de captivité et qui a été admis pour l'ancienneté, donne droit au traitement.

En ce qui concerne les militaires de rang subalterne qui servent à la faveur d'un engagement ou d'un rengagement et qui ont été prisonniers ou internés de guerre, le Ministre de la Défense nationale décide dans quelle mesure le temps passé en captivité donne droit au traitement. Il prend cette décision sur avis d'une commission dont il fixe la composition et la procédure. Cette commission se prononce sur l'honorabilité de la capture et sur la conduite de ces militaires durant leur captivité.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DISPOSITIONS FINALES.

Article 28.-

Par dérogation aux dispositions de l'article 7, les services militaires effectifs accomplis entre

.../...

18 et 21 ans dans le groupe auquel appartiennent les militaires intéressés sont admissibles pour l'octroi des augmentations biennales des traitements:

1° des officiers promus sous-lieutenants avant le 10 mai 1940;

2° des militaires de rang subalterne qui, le 1er janvier 1951, faisaient partie du personnel appointé des forces armées.

Article 29.-

L'article 21 est applicable aux officiers de réserve, aux officiers des sections belges de la Royal Air Force, de la South African Air Force et de la Royal Navy, et aux officiers de la Marine de l'Etat, qui ont été admis dans les cadres actifs pendant la période du 27 août 1939 au 15 juin 1949.

Lorsque pour un grade déterminé il est fait application de l'article 21 à un officier visé à l'alinéa 1er, les services admissibles pour l'octroi des augmentations biennales sont supputés à partir de la date de nomination à ce grade.

Article 30.-

Une bonification de trois ans de service dans le groupe 1 est accordée aux officiers des cadres actifs du service de santé des catégories ci-après :

1° officiers médecins recrutés parmi les candidats sous-lieutenants médecins de réserve;

2° officiers médecins et pharmaciens recrutés sur la base de l'arrêté du Régent du 8 juin 1946 organisant un recrutement exceptionnel d'officiers du cadre actif du service de santé.

Article 31.-

Dans la détermination du traitement du personnel appointé des forces armées, il est tenu compte des services accomplis dans les forces armées alliées au cours des opérations de la guerre 1940-1945, pour autant que ces services soient reconnus comme service militaire par le Ministre de la Défense nationale.

Le traitement de ce personnel est fixé comme si ces services avaient été prestés dans les grades correspondants des forces armées.

Article 32.-

Pendant la période du 1er janvier au 30 septembre 1951, la majoration de traitement dont bénéficient en vertu de l'article 22 les officiers porteurs de certains diplômes ou brevets, est réduite de 6.000 francs.

Pendant la même période, le traitement des officiers généraux est réduit de 6.000 francs.

Article 33.-

§ 1er. Par dérogation à l'arrêté du Régent du 16 mars 1950, l'allocation de résidence n'est plus accordée au personnel appointé des forces armées.

.../...

§ 2. L'article 3 de l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 cesse d'être applicable au personnel appointé des forces armées auquel les dispositions suivantes sont désormais applicables.

Le montant annuel de l'allocation de foyer est fixé comme suit en ce qui concerne ce personnel :

Traitements n'excédant pas 77.000 francs compte tenu des catégories déterminées aux articles 4 et 5 de l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 :

Catégorie	Allocation de foyer
I	6.720 francs,
II	6.720 francs,
III	3.360 francs,
IV	1.680 francs.

La rétribution brute du militaire dont le traitement dépasse 77.000 francs ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer.

Article 34.-

Pour chaque mois compris entre le 1er janvier 1951 et le 1er du mois qui suit la date du présent arrêté, celui-ci n'est applicable que s'il assure au personnel appointé des forces armées, une rétribution nette au moins égale à celle qui résulte de l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 et de l'arrêté royal du 8 novembre 1950.

.../...

Article 35.-

Des sommes dues aux militaires qui, en vertu du présent arrêté, acquièrent rétroactivement la qualité de militaire appointé, sont déduites :

1° la solde versée durant la période de rétroactivité;

2° une somme de 22 francs par jour représentant la valeur forfaitaire des vivres ou indemnités en tenant lieu, allouées durant la même période;

3° les indemnités de milice payées aux intéressés ou à leurs ayants droit durant la même période.

Toutefois, le recouvrement des indemnités visées au 3° ne sera opérée qu'à concurrence du montant des sommes restant dues après les déductions fixées aux 1° et 2°.

Article 36.-

Sont abrogés :

1° les articles 1er à 96, 122 à 136, 283 et 284 du règlement approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1331;

2° l'arrêté royal du 29 avril 1937 relatif au traitement d'école;

3° l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946 fixant les rémunérations des officiers et militaires appointés de rang subalterne de l'armée et de la gendarmerie;

4° l'arrêté du Régent du 30 avril 1948 déterminant le mode de rémunération des militaires de carrière célibataires élèves des écoles de brigade, des écoles de candidats gradés et de l'école des cadets.

.../...

Article 37.-

L'arrêté royal du 8 novembre 1950 portant le statut pécuniaire du personnel de carrière des forces armées et de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 30 novembre 1950, 26 et 31 mars 1951, cesse d'être applicable au personnel appointé des forces armées.

Article 38.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er janvier 1951, à l'exception des articles 20 et 36, 4°.

Article 39.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

\+

\+ +

ANNEXES :

Tableau I.

Groupe 1 : supprimer remarque.

Groupe 2 : supprimer la lettre A et le chiffre (1) dans l'intitulé de la première subdivision du groupe;
supprimer la seconde subdivision du groupe;
supprimer la note (1).

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE GELDELIJK STATUUT VAN HET WEDDETREKKEND PERSONEEL DER KRIJGSMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951, namelijk op artikel 5 ;

Gelet op het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 goedgekeurd reglement over de wedden, soldijen en allerlei vergoedingen, alsmede over de rechten van het personeel van het leger en de rijkswacht op toekenningen en verstrekkingen in geld en in natura ;

Gelet op het besluit van de Regent van 16 Maart 1950 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan zekere categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel ;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 November 1950 houdende geldelijk statuut van het beroepspersoneel der krijgsmacht en der rijksmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 November 1950, 28 Maart en 31 Maart 1951 ;

Gelet op de adviezen van de Eerste-Minister, gegeven ...

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK 1.- ORGANIEKE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

Tot het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, dat voor dit besluit in aanmerking komt, behoren :

1° de officieren, met uitsluiting van de reserveonderluitenants gedurende hun termijn van actieve dienst ;

2° de beroepsonderofficieren ;

3° de militairen van lagere graad dienend bij de krijgsmacht ingevolge een dienstneming of een wederdienstneming, met uitsluiting van de leerlingen aan de Koninklijke Cadettenschool en van de vrijwilligers voor de duur van de oorlog ;

4° de militaire aalmoezeniers.

Afdeling 1. - Wedde.

Artikel 2.-

Op de wedde hebben recht :

1° de weddetrekkende officieren en de beroepsonderofficieren in de toestand van werkelijke dienst van nonactiviteit om reden van gevangenschap of van nonactiviteit om gezondheidsreden, wanneer deze laatste het gevolg is van een kwaal opgelopen ter gelegenheid van de dienst ;

.../...

2° de weddetrekkende militairen van lagere graad dienend ingevolge een dienstneming of een wederdienstneming en die hetzij in actieve dienst, hetzij krijgsgevangen of oorlogsgeïnterneerd zijn.

Artikel 3.-

Op de wedde hebben geen recht :

1° de weddetrekkende officieren en de beroepsonderofficieren met verlof zonder soldij ;

2° de weddetrekkende militairen van lagere graad dienend ingevolge een dienstneming of een wederdienstneming, wanneer zij met onbepaald verlof of met verlof zonder soldij zijn ;

3° alle weddetrekkende militairen wanneer zij onwettig afwezig zijn.

Artikel 4.-

Op drie vierde van de wedde hebben recht, de weddetrekkende officieren en de beroepsonderofficieren in de toestand van nonactiviteit bij tuchtmaatregel of van nonactiviteit om gezondheidsreden, wanneer deze laatste het gevolg is van een kwaal opgelopen buiten de dienst.

Op de helft van de wedde hebben recht alle in hechtenis genomen weddetrekkende militairen; evenwel is de volle wedde verschuldigd wanneer ten voordele van de betrokkene een beschikking van buitenvervolgingstelling of een vonnis van vrijspraak wordt verleend of zo hij, zonder te zijn veroordeeld, om welke reden ook naar de tucht van het korps wordt verwezen.

.../...

Artikel 5.-

De schaal der jaarwedden van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel I,omvat drie groepen, volgens de belangrijkheid van de tweejaarlijkse verhogingen, te weten :

1° groep 1 met tweejaarlijkse verhogingen van 6.000 frank;
2° groep 2 met tweejaarlijkse verhogingen van 1.800 frank;
3° groep 3 met tweejaarlijkse verhogingen van 700 frank.

De opperofficieren en de militaire aalmoezeniers genieten een onveranderlijke wedde.

Artikel 6.-

Iedere militair geniet de minimumwedde verbonden aan de graad waarmede hij is bekleed, eventueel vermeerderd met de tweejaarlijkse verhogingen die hij heeft verkregen in de weddegroep waartoe hij behoort.

Gelijkstelling in graad geschiedt overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel II.

Afdeling II.- Tweejaarlijkse verhogingen.

Artikel 7.-

Voor het verlenen van de tweejaarlijkse verhogingen komt enkel in aanmerking de werkelijke militaire dienst, na de leeftijd van 21 jaar gedaan in de weddegroep waartoe de betrokken militair behoort, met uitsluiting van de termijn van actieve dienst als reserve-onderluitenant.

.../...

Artikel 8.-

Voor de toepassing van artikel 7 wordt als werkelijke dienst beschouwd :

1° de dienst die op soldij of wedde recht geeft ;

2° de dienst gedaan door de officieren of de beroepsonderofficieren met verlof zonder soldij wegens terbeschikkingstelling van een ander ministerieel departement of wegens officiële opdracht.

Artikel 9.-

De werkelijke dienst der militairen van weddegroep 1 wordt verhoogd met de helft van de werkelijke dienst, boven de leeftijd van 25 jaar gedaan hetzij in een graad verbonden aan groep 2, hetzij in de graad van reserveonderluitenant gedurende de termijn van actieve dienst.

De werkelijke dienst der militairen van groep 2 wordt verhoogd met de helft van de werkelijke dienst, boven de leeftijd van 23 jaar gedaan als militair verbonden aan groep 3.

Het bepaalde in het eerste en het tweede lid mag evenwel, wat de wedde van de militair betreft, geen verhoging van meer dan 12.000 frank medebrengen.

Artikel 10.-

De werkelijke dienst der militairen wordt met de in het rijkswachtkorps gedane dienst verhoogd volgens de hierna bepaalde regelen :

.../...

1° de dienst gedaan in hoedanigheid van onderofficier der rijkswacht wordt beschouwd als gedaan in groep 2;

2° de dienst gedaan in hoedanigheid van brigadier of van rijkswachter wordt beschouwd als gedaan in groep 3.

Artikel 11.-

Onverminderd de toepassing van de artikelen 9 en 10, worden de tweejaarlijkse verhogingen verleend bij het verstrijken van ieder tijdperk van twee jaar in aanmerking komende dienst in de weddegroep waartoe de militair behoort.

Artikel 12.-

De in aanmerking komende dienst wordt berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedraagt , wordt niet medegeteld.

Afdeling III.- Overgang van de ene groep naar de andere.

Artikel 13.-

De wedde welke toegekend wordt aan een militair die naar een hogere groep of naar een andere onderverdeling van zijn groep overgaat, mag niet lager zijn dan die welke hij genoot in de groep waaruit hij komt.

Hij behoudt zijn wedde tot hij in de nieuwe groep of de nieuwe onderverdeling van zijn groep een ten minste gelijke wedde bekomt.

.../...

Artikel 14.-

Wanneer een militair in een graad van een lagere groep wordt teruggeplaatst, wordt hij voor de vaststelling van zijn wedde geacht met zijn nieuwe graad bekleed te zijn geweest tijdens de periode, in de graad of graden van de hogere groep doorgebracht.

Afdeling IV.-Weddewijzigingen.

Artikel 15.-

In geval van wijziging van het geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht wordt elke wedde vastgesteld alsof de nieuwe bepaling steeds had bestaan.

Indien de aldus vastgestelde wedde lager is dan die welke de militair genoot op de datum van het wijzigingsbesluit, behoudt hij de hoogste wedde tot hij een ten minste gelijke wedde bekomt.

Artikel 16.-

De wedden van de aan dit besluit onderworpen militairen worden verhoogd of verminderd met 5 t.h. per schijf van twintig punten stijging of daling van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor het Rijk.

De eerste verhoging met 5 t.h. wordt toegekend wanneer het indexcijfer van de voorlaatste maand 410 bereikt.

De eerste vermindering met 5 t.h. wordt toegepast wanneer het indexcijfer van de voorlaatste maand tot 350 of lager daalt.

.../...

Afdeling V. - Betaling van de wedde.

Artikel 17.-

§ 1. De wedde der militairen wordt maandelijks en vooruit betaald.

Echter wordt zij na vervallen termijn uitbetaald aan de militairen die ingevolge hun militaire verplichtingen in vredestijd, wederoproepingsdienst doen. De belanghebbenden kunnen echter wedde-voorschotten bekomen.

§ 2. Iedere wijziging in de toestand van een militair, op een andere datum dan de eerste ener maand, welke toekenning van een nieuwe wedde medebrengt, heeft slechts uitwerking de eerste dag der volgende maand.

Artikel 18.-

§ 1. Wanneer de wedde slechts voor een gedeelte van een maand verschuldigd is, wordt zij berekend op grond van één dertigste per dag aanwezigheid.

Evenwel wordt de wedde van de militair die gedurende een gedeelte van een maand onwettig afwezig is, met één dertigste per dag afwezigheid verminderd.

§ 2. Wordt de militair op rust gesteld of komt hij te overlijden, dan wordt de wedde der lopende maand niet teruggevorderd.

.../...

HOOFDSTUK II. - BIJZONDERE BEPALINGEN.

Artikel 19.-

In afwijking van het bepaalde in hoofdstuk I komen de ongehuwde militairen van lagere graad, die geen 21 jaar oud zijn, niet in aanmerking voor de schalen opgenomen in bijlage I van dit besluit. Zij ontvangen een onderanderlijke wedde vastgesteld op :

30.000 frank voor de soldaten,
31.200 frank voor de korporaals ,
40.000 frank voor de sergeanten ,
44.800 voor de adjudanten.

Artikel 20.-

De wedde van de in artikel 19 genoemde militairen wordt op de volgende wijze uitbetaald :

1° een gedeelte, waarvan het bedrag door de Minister van Landsverdediging is vastgesteld, wordt rechtstreeks aan de militair uitbetaald ;

2° het andere gedeelte wordt bij de Algemene Spaar- en lijfrentekas op een spaarboekje geplaatst.

Artikel 21.-

In afwijking van de bepalingen van dit besluit, mag de wedde aan een reserveofficier toe te kennen niet minder dan de onderstaande minima bedragen :

luitenant	86.000 ,
kapitein	112.000 ,
kapitein-kommandant	132.000 ,
majoor	174.000 ,
luitenant-kolonel	206.000 ,
kolonel	242.000 .

.../...

Artikel 22.-

§ 1. De officieren komende uit de applicatie-school van de Koninklijke Militaire School of uit de polytechnische afdeling van die school, de officieren-stafbrevethouders, de officieren houders van het brevet van militair administrateur of het brevet van intendant, de officieren houders van het diploma van burgerlijk ingenieur, de officieren-apothekers en de officieren-licentiaten in de tandheelkunde genieten een weddeverhoging vastgesteld op :

12.000 frank voor de lagere officieren, zonder 6.000 frank hoger te mogen zijn dan de maximumwedde voor een graad bepaald ;

6.000 frank voor de hoofdofficieren, zonder hoger te mogen zijn dan de maximumwedde voor een graad bepaald.

§ 2. De officieren-geneesheren en -veeartsen genieten een weddeverhoging vastgesteld op :

18.000 frank voor de lagere officieren, zonder 12.000 frank hoger te mogen zijn dan de maximumwedde voor een graad bepaald ;

6.000 frank voor de hoofdofficieren, zonder hoger te mogen zijn dan de maximumwedde voor een graad bepaald.

§ 3. De officieren die houder zijn van verschillende in dit artikel genoemde diploma's of brevetten genieten alleen de grootste weddeverhoging.

.../...

Artikel 23.-

De minimum- en de maximumwedde van de onderofficieren der krijgsmacht, zoals voorkomend in groep 2, worden met 5.000 frank verminderd ten aanzien van de onderofficieren die van het korps der beroepsonderofficieren geen deel uitmaken.

Artikel 24.-

Wanneer zij actieve dienst hernemen, ontvangen de houders van een ancienniteitspensioen een uitkering die gelijk is aan het verschil tussen de wedde verschuldigd aan de militairen van hun werkelijke graad en het bedrag van hun pensioen.

Artikel 25.-

De militairen van de krijgsmacht die in dienst van de Kolonie zijn gedetacheerd,worden niet meer op de begroting van het Ministerie van Landsverdediging betaald vanaf de eerste der maand volgend op de datum waarop zij ter beschikking van de Kolonie zijn gesteld.

Zij die ophouden in de dienst van de Kolonie gedetacheerd te zijn, hebben opnieuw recht op een wedde ten bezware van de begroting van Landsverdediging vanaf de eerste der maand volgend op de datum waarop zij weder in het kader van de krijgsmacht van het moederland zijn opgenomen.

De officieren en onderofficieren in dienst van de Kolonie gedetacheerd, die voor een dienstperiode bij de krijgsmacht in het moederland weder ter beschikking van de Minister van Landsverdediging worden gesteld, hebben echter opnieuw recht op een wedde ten bezware van de begroting van Landsverdediging van de dag af waarop zij opnieuw ter beschikking van de Minister van Landsverdediging zijn gesteld.

.../...

Artikel 26.-

De militairen van de krijgsmacht die naar het rijkswachtkorps overgaan, worden niet meer op de begroting van Landsverdediging betaald vanaf de eerste der maand volgend op de datum waarop zij in genoemd korps zijn opgenomen.

De militairen van lagere graad van de rijkswacht die in de krijgsmacht worden opgenomen, hebben recht op een wedde ten bezware van de begroting van Landsverdediging vanaf de eerste der maand volgend op de datum van hun opneming.

Artikel 27.-

De officieren en de beroepsonderofficieren die in de toestand van nonactiviteit om reden van gevangenschap zijn geweest, alsmede de militairen van lagere graad die krijgsgevangen of oorlogsgeïnterneerde zijn geweest, ontvangen bij hun repatriëring hun wedde verminderd met de sommen die zij gedurende het tijdperk van krijgsgevangenschap of internering werkelijk hebben ontvangen.

Op een wedde geeft alleen recht, de tijd welke de officieren of de beroepsonderofficieren in de toestand van nonactiviteit om reden van krijgsgevangenschap hebben doorgebracht en die voor de anciënniteit in aanmerking komt.

Ten aanzien van de militairen van lagere graad dienend ingevolge een dienstneming of een wederdienstneming en die krijgsgevangen of oorlogsgeïnterneerde zijn geweest, beslist de Minister van Landsverdediging in welke mate de tijd in krijgsgevangenschap doorgebracht recht geeft op wedde. Hij neemt die beslissing op advies van een commissie waarvan hij de samenstelling en de procedure bepaalt. Deze commissie doet uitspraak over het eervol karakter van de gevangenneming en over het gedrag van die militairen tijdens hun gevangenschap.

.../...

HOOFDSTUK III.- OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 28.-

In afwijking van het bepaalde in artikel 7, wordt de werkelijke militaire dienst, tussen 18 en 21 jaar gedaan in de groep waartoe de betrokken militairen behoren, in aanmerking genomen voor het verlenen van de tweejaarlijkse weddeverhogingen :

1° voor de officieren die vóór 10 Mei 1940 tot onderluitenant zijn bevorderd;

2° voor de officieren van lagere graad, die op 1 Januari 1951 deel uitmaakten van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht.

Artikel 29.-

Artikel 21 is toepasselijk op de reserveofficieren, op de officieren van de Belgische afdelingen der Royal Air Force, der South African Air Force en der Royal Navy en op de officieren der Staatsmarine, die gedurende het tijdperk van 27 Augustus 1939 tot 15 Juni 1949 tot het actief kader zijn toegelaten.

Wanneer voor een bepaalde graad artikel 21 wordt toegepast op een officier in het eerste lid bedoeld, wordt de dienst die voor het verlenen van de tweejaarlijkse verhogingen in aanmerking komt, aangerekend vanaf de datum van benoeming tot deze graad.

Artikel 30.-

Een bonificatie van drie jaren dienst in groep 1 wordt toegekend aan de officieren van het actief kader van de gezondheidsdienst der volgende categorieën:

.../...

1° officieren-geneesheren aangeworven onder de candidaat-reserveonderluitenants-geneesheren;

2° officieren-geneesheren en -apothekers aangeworven op grond van het besluit van de Regent van 8 Juni 1946 tot inrichting van een buitengewone aanwerving van officieren van het actief kader van de gezondheidsdienst.

Artikel 31.-

Bij het vaststellen van de bezoldiging van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht wordt rekening gehouden met de dienst tijdens de krijgsverrichtingen van de oorlog 1940-1945 bij de geallieerde strijdkrachten gedaan, voor zover die dienst door de Minister van Landsverdediging als militaire dienst is erkend.

De wedde van dat personeel wordt vastgesteld alsof deze diensten volbracht werden in de overeenstemmende graden van de krijgsmacht.

Artikel 32.-

Gedurende het tijdperk van 1 Januari tot 30 September 1951 wordt de weddeverhoging, welke de officieren die houder zijn van sommige diploma's of brevetten, krachtens artikel 22 genieten, met 6.000 frank verminderd.

Gedurende hetzelfde tijdperk wordt de wedde van de opperofficieren met 6.000 frank verminderd.

Artikel 33.-

§ 1. In afwijking van het besluit van de Regent van 16 Maart 1950, wordt de standplaatstoelage niet meer toegekend aan het weddetrekkend personeel der krijgsmacht.

.../...

§ 2. Artikel 3 van het besluit van de Regent van 16 Maart 1950 is niet langer van toepassing op het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, waarop voortaan de volgende bepalingen toepasselijk zijn.

Het jaarlijks bedrag van de haardtoelage is, wat dat personeel betreft, als volgt vastgesteld :

Wedden van niet meer dan 77.000 frank, rekening houdend met de categorieën bepaald in de artikelen 4 en 5 van het besluit van de Regent van 16 Maart 1950:

Categorie	Haardtoelage
I	6.720 frank ,
II	6.720 frank ,
III	3.360 frank ,
IV	1.680 frank .

De brutobezoldiging van de militair wiens wedde meer dan 77.000 frank bedraagt, mag niet lager zijn dan die welke hij zou genieten indien hij een wedde van zodanig bedrag had. Bij voorkomend geval, wordt het verschil hem onder de vorm van gedeeltelijke haardtoelage toegekend.

Artikel 34.-

Voor iedere maand begrepen tussen 1 Januari 1951 en de eerste van de maand volgend op de datum van dit besluit, is dit besluit slechts van toepassing wanneer het aan het weddetrekkend personeel der krijgsmacht een netto-bezoldiging bezorgt die ten minste gelijk is aan die, welke ingevolge het besluit van de Regent van 16 Maart 1950 en het koninklijk besluit van 8 November 1950 moet worden toegekend.

.../...

Artikel 35.-

Van de sommen, verschuldigd aan de militairen die krachtens dit besluit met terugwerkende kracht de hoedanigheid van weddetrekkend militair verwerven, worden afgetrokken :

1° de soldij gedurende het tijdperk van terugwerking uitgekeerd;

2° een som van 22 frank per dag als forfaitaire waarde der levensmiddelen of desbetreffende vergoedingen, gedurende hetzelfde tijdperk verstrekt;

3° de militievergoedingen gedurende hetzelfde tijdperk aan de belanghebbenden of hun rechthebbenden uitbetaald.

Nochtans worden de onder 3° genoemde vergoedingen slechts verhaald tot een beloop van de sommen die na de onder 1° en 2° bepaalde aftrek verschuldigd blijven.

Artikel 36.-

Opgeheven worden :

1° de artikelen 1 tot 96, 122 tot 136, 283 en 284 van het reglement goedgekeurd bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931;

2° het koninklijk besluit van 29 April 1937 betreffende de schoolwedde;

3° het besluit van de Regent van 8 Juli 1946 tot vaststelling van de bezoldiging der officieren en der weddetrekkende militairen van lagere rang van leger en rijkswacht;

4° het besluit van de Regent van 30 April 1948 houdende vaststelling van de wijze van bezoldiging der ongehuwde beroepsmilitairen, leerlingen van de brigadescholen, de scholen voor candidaat-gegradueerden en de cadettenschool.

.../...

Artikel 37.-

Het koninklijk besluit van 8 November 1950 houdende geldelijk statuut van het beroepspersoneel der krijgsmacht en der rijkwacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 November 1950, 28 en 31 Maart 1951, is niet langer van toepassing op het weddetrekkend personeel der krijgsmacht.

Artikel 38.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1951, met uitzondering van de artikelen 20 en 36, 4°.

Artikel 39.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

.../...

Bijlagen :

Tabel I.

Groep 1 : opmerkingen schrappen;
Groep 2 : letter A en cijfer (1) schrappen in het opschrift van de eerste onderverdeling van de groep;
tweede onderverdeling van de groep schrappen;
voetnoot (1) schrappen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,
L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : J. SUETENS, eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State
G. VAN BUNNEN,
L. FREDERICQ, bijzitters van de afdeling wetgeving
G. DOR,
G. PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.